

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.  
PÓLROCNIE..... 16 fr.  
ROCZNIE..... 30 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 32 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

# POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 8 fr.  
SIX MOIS..... 16 fr.  
UN AN..... 30 fr.

Etranger:

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3<sup>bis</sup>, rue La Bruyère, 3<sup>bis</sup> — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

## LES CONSÉQUENCES DU PLÉBISCITE EN HAUTE-SILÉSIE

Les résultats du referendum du 20 mars en Haute-Silésie n'ont nullement déçu les pronostics des économistes polonais ni les espoirs des amis de la Pologne. Le plébiscite indique d'une façon aussi nette que saisissante que la majorité des voix a été donnée à l'Allemagne dans la plus grande partie occidentale et septentrionale et que, par contre, les districts miniers du sud et de l'est ont manifesté leur désir d'être rattachés à l'Etat polonais. Voici les chiffres de la consultation plébiscitaire de la région industrielle :

Cercles ruraux :

	POLOGNE	ALLEMAGNE
Pless .....	48.600	18.400
Rybink .....	52.400	27.900
Kattowitz .....	66.000	52.800
Beuthen .....	60.700	43.300
Zabrze .....	43.200	45.200
Tarnowitz .....	27.400	17.000
Tost-Gleiwitz .....	26.700	19.100
Gross-Strehlitz .....	23.100	22.400

Total : 348.100 245.300

Cercles urbains :

	POLOGNE	ALLEMAGNE
Beuthen .....	10.000	29.800
Gleiwitz .....	8.500	32.000
Kattowitz .....	3.800	22.700
Koenigshütte .....	10.700	31.800

Total : 33.000 116.300

Soit pour la Pologne : 381.000 suffrages et pour l'Allemagne : 361.600.

Les cercles ruraux et urbains de la région agricole (Ratibor, Leobschütz, Cosel, Oppeln, Rosenberg, Lublinitz, Kreuzburg) ont donné à l'Allemagne 342.200 voix et à la Pologne 89.400.

Ces résultats sont significatifs et prouvent que le seul moyen de mettre d'accord les deux pays intéressés consiste à procéder à un partage. C'est ce que ne veut pas l'Allemagne et la presse d'outre-Rhin soutient la thèse de l'indivisibilité de la Haute-Silésie.

Dès le lendemain du vote, les journaux allemands criaient victoire, mais s'élevaient déjà à l'avance contre l'éventualité d'un partage de cette province qui, dans l'esprit des partisans de la revanche pangermaniste, constitue un tout indivisible. Le partage de la Haute-Silésie est pourtant la seule solution logique, raisonnable et conforme au Traité de Versailles. Le Reich fait bon marché des aspirations de la population des parties orientale et méridionale

de la Haute-Silésie en déclarant perfidement que « le referendum du 20 mars fournit la base d'une décision équitable dans le sens allemand ». Cette interprétation du plébiscite serait un véritable défi au droit des gens et au principe des nationalités. L'argumentation germanique en faveur d'une majorité globale réelle ne tient pas debout : 1° parce que l'Allemagne se serait bien gardée de l'invoquer si une minorité imposante s'était déclarée en sa faveur ; 2° parce que la Pologne l'emporte dans les districts miniers et industriels. De plus, l'Entente se dédirait en souscrivant à la thèse du gouvernement de Berlin. Les alinéas 5 et 6 de l'article 88 du Traité de Paix ont prévu d'ailleurs le partage de la Haute-Silésie et ils sont, sur ce point, d'une remarquable précision :

PARAGRAPHE 5. — A la clôture du vote, le nombre des voix dans chaque commune sera communiqué par la Commission aux principales puissances alliées et associées, en même temps qu'un rapport détaillé sur les opérations du vote et qu'une proposition sur le tracé qui devra être adopté comme frontière de l'Allemagne en Haute-Silésie, en tenant compte du vœu exprimé par les habitants ainsi que de la situation géographique et économique des localités.

PARAGRAPHE 6. — Aussitôt que la ligne frontière aura été fixée par les principales puissances alliées et associées, la Commission notifiera aux autorités allemandes qu'elles ont à reprendre l'administration du territoire qui serait reconnu comme devant être allemand ; lesdites autorités devront y procéder dans le courant du mois qui suivra cette notification et de la manière prescrite par la Commission.

Dans le même délai et de la manière prescrite par la Commission, le gouvernement polonais devra pourvoir à l'administration du territoire qui serait reconnu comme devant être polonais.

Dès que l'administration du pays aura été assurée respectivement par les autorités allemandes ou polonaises, les pouvoirs de la Commission prendront fin...

Autrement dit, la question posée est la suivante : Ou la Pologne, en récupérant le bassin industriel de Katowitz, d'accord avec la volonté populaire, s'affranchira de la tutelle économique de ses voisins et consolidera l'œuvre de paix en Europe, ou la Prusse conservera au mépris de toute justice ce territoire minier qui sera pour elle, comme le disait notre distingué confrère de Brou, dans le *Mercure de France*, « un instrument de renaissance militariste et la promesse vivante d'une nouvelle guerre ». Par une démarcation loyale et exacte des frontières, les Alliés ont donc le devoir pressant de sanctionner le vote des populations, sans se laisser influencer par les doléances allemandes ou par les conseils pernicieux des John Meynard Key-

nes, des Sidney Osborne et autres défenseurs stipendiés de la haute finance internationale.

L'intérêt de la paix européenne exige que le règlement de la question haut-silésiennne ait lieu rapidement et d'une manière définitive, conformément aux résultats plébiscitaires par commune et par district.

Maurice TOUSSAINT.

## L'Allemagne et l'autre danger

Dans un de ses derniers discours, M. Lloyd George vient de dénoncer le danger des menées révolutionnaires en Grande-Bretagne. Cela nous fait rappeler que l'année dernière, dans un opuscule daté du 7 juillet 1920, nous avons attiré, les premiers, l'attention de M. Lloyd George sur ce danger. Cependant nous nous heurtâmes alors, de sa part, à un scepticisme difficile à vaincre, comme en fait foi son attitude complaisante, lors de l'avance des rouges sur Varsovie, envers les mêmes éléments sur lesquels il basait sa politique et qu'il dénonce aujourd'hui comme un danger pour la Grande-Bretagne.

Nous sommes heureux de constater dans l'esprit de cet éminent homme d'Etat un changement radical, accompli sous l'effet d'événements à l'évidence desquels on le voit se rendre. Ce qui est à son honneur, car il n'y a que les sots qui, par entêtement, restent attachés à des idées dont les faits auraient démontré la fausseté ou qu'ils auraient prouvées comme inexactes, contraires au bon sens et à la raison.

Dans l'opuscule en question, *La Pologne, Verdun de l'Europe* (Biarritz, Imprimerie Moderne), nous avons dit ce qui suit :

« Malgré la perte de sa marine de guerre, livrée aux Alliés, l'Allemagne n'est pas, comme on le pense généralement, désarmée vis-à-vis de la Grande-Bretagne, mais possède contre elle des moyens de défense sérieux. L'Allemagne a conservé sa flotte aérienne à peu près intacte, et va remplacer par des forces supérieures ses forces navales détruites. Ces forces, ce sont les forces officielles et secrètes de la Troisième Internationale. Sur un mot d'ordre de Moscou ou de Berlin — celui-ci, siège réel de cette nouvelle institution — l'Angleterre pourrait se voir tout à coup acculée à une position sans issue, au moyen d'un boycottage général déclaré contre elle par toutes les associations ouvrières du monde entier, affiliées à cette Internationale. Contre ce danger qui la guetterait chez elle, dans ses propres colonies, en premier lieu en Egypte et aux Indes, comment et par quel moyen l'Angleterre pourrait-elle se défendre ?

« Voilà comment se présente la situation poli-

101 F 60

tique actuelle au point de vue des forces dont l'Allemagne pourrait disposer dans la prochaine campagne vers laquelle, en poursuivant sa revanche, elle s'achemine résolument et avec conséquence.

« Pour échapper à ce danger avant que ces forces ne se soient consolidées, il n'y a qu'un moyen et il se résume ainsi :

« — Désarmement effectif de l'Allemagne sans délai en commençant par la Prusse orientale, d'où l'armée allemande menace la Pologne.

« Par sa position géographique, la Pologne est le Verdun de l'Europe occidentale. Cette barrière renversée, ce serait, doublé de la vague russe, le flot allemand revenant sur l'Occident. Ce serait une nouvelle invasion des territoires belge et français sous les yeux de l'Angleterre, réduite à l'impuissance par l'effet des forces internationales indiquées plus haut. »

Dans un article précédent (\*) nous avons démontré quel était le moyen de désarmer effectivement l'Allemagne. Le seul moyen d'accomplir ce désarmement serait de reprendre à l'Allemagne avec les bassins de la Sarre et de la Haute-Silésie, celui aussi de la Ruhr. Le bassin de la Ruhr produisait, en 1913, 114 millions de tonnes de charbon. Après la perte des bassins de la Sarre, de la Ruhr et de la Haute-Silésie, l'Allemagne ne pourrait plus fabriquer d'armes en quantités menaçantes, ni de munitions pour la fabrication desquelles elle n'aurait plus le benzol ni les matières colorantes nécessaires. Or, on sait que le benzol et les matières colorantes sont des produits de la distillation de la houille. En ayant ses réserves de houille ainsi diminuées, l'Allemagne se verrait désarmée sur terre, sur mer, sous l'eau et dans les airs. L'Allemagne serait réduite à devoir importer de l'étranger des armes, des munitions, des agents moteurs, pour ses camions automobiles et pour ses avions, et des huiles lourdes pour ses sous-marins : importations qu'en cas de guerre un blocus effectif, facilité par l'absence de marine allemande, interromprait instantanément.

Comte Jean TARNOWSKI.

(\*) Voy. n° 6 de *Polonia* du 5 février 1921.

## APRÈS LE PLÉBISCITE

### Le partage de la Haute-Silésie.

Les résultats définitifs du plébiscite en Haute-Silésie indiquent clairement que si, par suite du vote des « émigrés » prussiens, la majorité des voix est acquise à l'Allemagne dans la plus grande partie des districts occidentaux et septentrionaux, par contre le bassin métallurgique, c'est-à-dire la zone méridionale et orientale, a donné une majorité très nette pour la Pologne.

La presse pangermaniste proteste à l'avance contre l'éventualité d'un partage de la Haute-Silésie qui constitue dans l'esprit de la revanche allemande un tout indivisible. Mais ces journalistes à la solde du parti des hobereaux ont la mémoire courte ; ils oublient tout simplement que la division de ce territoire a été envisagée et prévue par les paragraphes 5 et 6 de l'article 88 du Traité de Versailles. Cette décision est la seule conforme à la justice et à la loyauté. L'Allemagne ne trouvera aucune ligne, aucun mot dans le Traité qui fasse prévoir un règlement uniforme de la question de Haute-Silésie sans tenir compte du vote des communes. Les journaux de Berlin font décidément bon marché du désir des populations ouvrières polonaises en déclarant perfidement que le plébiscite du 20 mars a fourni la base d'une décision équitable dans le sens allemand.

Cette interprétation erronée du referendum serait un véritable défi au droit des gens et au principe des nationalités ; par conséquent, l'Entente se dédirait en souscrivant à la revendication allemande.

Le Reich, prévoyant la perte du bassin industriel et minier de Beuthen-Kattowitz, a recours à tous les moyens pour sauver ce territoire. Après avoir, au lendemain du vote, proclamé la grande victoire plébiscitaire allemande, le gouvernement de Berlin a été contraint, quelques jours après, de reconnaître une ligne nettement marquée entre les races germanique et polonaise. Aussi, pour atténuer sa défaite dans la zone industrielle, l'Allemagne a suggéré dans les sphères diplomatiques d'Occident l'idée de mettre ces seuls districts à majorité polonaise sous le contrôle et sous l'administration de la Société des Nations. Cette solution aurait réservé au bassin minier haut-silézien un régime analogue à celui de Dantzig et de l'Etat libre qui entoure cette ville. Mais ce mode de règlement n'ayant eu aucun écho dans la presse alliée et n'ayant provoqué dans les chancelleries aucun signe d'acquiescement, le Reich a chargé le ministre de l'intérieur prussien de mettre en vigueur les prescriptions de la loi sur l'autonomie de la Haute-Silésie. En votant ce projet, l'Allemagne a cherché à placer l'Entente devant un fait accompli. Mais la loi élaborée à Berlin s'effondre d'elle-même : 1° en raison de l'occupation de la Haute-Silésie par les troupes alliées ; 2° par suite de la mise en application de l'article 88 du Traité de Versailles et des paragraphes qui le complètent. Les paragraphes 4, 5 et 6 de cet article ont, en effet, prévu le partage de la Haute-Silésie et la Pologne, signataire du Traité, fait valoir à bon droit ces stipulations. Le paragraphe 4, qui ne fait aucune allusion au vote global de la province ni au vote par district, dit textuellement : « ...Le résultat du vote sera déterminé par commune d'après la majorité des votes dans chaque commune. » Le paragraphe 5 précise encore ce point de vue : « A la clôture du vote, le nombre de voix dans chaque commune sera communiqué par la commission aux principales puissances alliées et associées en même temps qu'un rapport détaillé sur les opérations du vote et qu'une proposition sur le tracé qui devrait être adopté comme frontière de l'Allemagne en Haute-Silésie, en tenant compte du vœu exprimé par les habitants ainsi que de la situation géographique et économique des localités. »

D'après le vote de la population, à la région allemande appartiennent incontestablement les districts entiers de Kreuzburg, de Leobschütz et la majeure partie de ceux de Kosel, d'Oppeln et de Rosenberg. Le district de Ratibor est à peu près coupé en deux parties équivalentes limitées par le cours de l'Oder. A la région polonaise appartient le reste de la province, c'est-à-dire les districts entiers de Gross Strehlitz, de Tost-Gleiwitz, de Tarnowitz, de Pless, de Rybink, de Kattowitz, de Zobrze, de Beuthen, de Koenigshütte et de Lublinitz. Mais, dans les quatre villes de Gleiwitz, de Beuthen, de Koenigshütte et de Kattowitz, la majorité s'est prononcée pour le Reich, parce que ces localités sont habitées par les fonctionnaires prussiens, les gros industriels, les commerçants allemands, et parce que ces agglomérations urbaines ont été désignées aux « émigrés » comme lieux de vote. Ces enclaves germaniques ne diminuent en rien le caractère foncièrement polonais de la région métallurgique et les Allemands auraient mauvaise grâce à revendiquer ces villes qui constituent des îlots dans la « mer » polonaise.

Le tracé des frontières devra être à peu près le suivant : en allant du sud au nord, la ligne partira d'Oderberg, passera à l'est de Ratibor et de Kosel en suivant le cours de l'Oder jusqu'à Schimnitz, longera la limite septentrionale du district de Gross-Strehlitz, englobera une très petite partie des districts d'Oppeln et de Rosenberg pour aboutir à Kostellitz. Tout le territoire à l'ouest de cette ligne restera alle-

mand ; tout le territoire à l'est deviendra polonais. Cette démarcation correspond sensiblement au vote des communes et aux aspirations des habitants. Si des populations allemandes sont attribuées à la Pologne, des minorités polonaises importantes resteront sous la domination prussienne (24.800 dans le district d'Oppeln Campagne, 11.100 dans celui de Rosenberg, 16.700 dans celui de Kosel, 18.000 dans celui de Ratibor-Campagne). De cette manière, l'équilibre ethnographique sera rétabli.

La Pologne est déterminée à faire valoir ses droits devant le Conseil Suprême. Entre la liberté politique des ouvriers polonais haut-siléziens et les intérêts égoïstes du patronat allemand, aucune hésitation n'est admissible. Le règlement du problème sur la base ethnographique et « communale » est nécessaire pour aider au relèvement économique de la Pologne et consolider l'œuvre de paix dans l'Europe Orientale. Si l'Entente, et en particulier l'Angleterre et l'Italie, souscrivait, aux théories des Keynes et des Osborne Sidney, elle encourrait la lourde responsabilité de favoriser le réarmement rapide de l'Allemagne. Ainsi serait perdu le bénéfice d'une victoire chèrement payée et mutilée déjà par les néfastes et pernicieux effets de la politique wilsonienne.

T. M.

## Le démembrement de la Russie

Malgré tous les déboires essayés par la France du fait de s'être alliée à Moscou ; malgré la trahison du dernier des Holstein-Gottorp, qui en politique n'a jamais su se délivrer de l'influence néfaste de sa femme, belle-sœur du frère du kaiser ; malgré les Stürmer, Protopoff et Raspoutine, tous agents prussiens, dont aimait à s'entourer les tsars ; malgré les Lénine, Trotzky, Kopp et autres soudoyés par Berlin ; malgré les Russes à la Denikine et à la Bourtséf, qui, s'ils devaient reprendre le pouvoir à Moscou, deviendraient des germanophiles à outrance, comme le disait si bien dans un de ses derniers articles M. Georges Bienaimé ; malgré toutes ces leçons de l'histoire et des événements vécus, qui devraient une fois pour toutes apprendre aux Français que Moscou sera toujours le suppôt de Berlin et que c'est à Moscou que Berlin préparera sa revanche contre la France ; malgré tous ces avertissements, il reste toujours quelques organes de la presse parisienne qui s'entêtent à prôner et défendre leur lubie d'une grande Russie, contrepoids du pangermanisme.

Dès qu'un pays, formant l'ancien Empire des tsars, recouvre son indépendance, ils sont furieux et crient au démembrement de la sainte Russie et même une grande Pologne les agace... Lorsque le chef d'Etat polonais arriva pour la première fois à Paris, ils ne trouvèrent rien de mieux que d'exposer à la première page de leur numéro une de ses... caricatures et lui accordèrent, du ton protecteur de professeurs satisfaits de leur élève, une louange pour avoir enfin abandonné ses visées impérialistes sur Kiew. Et toutes ces menées plus ou moins voilées cachent au fond cette pensée, qui, depuis vingt-cinq ans, n'a pas varié : travailler pour une plus grande Russie, qui nous sauvera du pangermanisme. Toute cette poussière d'Etats, qui se forment sur le cadavre du tsarisme, ne sont que des caricatures de nations, appelées à disparaître dans une anarchie traditionnelle. Il faut travailler en communauté d'idées avec la démocratie moscovite, pour refaire le grand Empire de demain, qui nous rendra nos milliards et nous soutiendra dans notre lutte contre

le Prussien. C'est ainsi que pensent et écrivent ces journaux, et plutôt que de confesser leur erreur d'avoir fondé trop d'espoir sur une alliance, qui fut en tous points désastreuse pour la France, ils s'opposent de tout leur pouvoir moral au démembrement de la Russie et font par cette tactique le jeu de l'Allemagne.

Et cela fait une peine énorme à tous les Polonais, traditionnellement et depuis si longtemps vrais amis de la France, de voir cet entêtement dans une utopie et on voudrait leur crier à tous ces journaux égarés, avec l'accent de la plus forte conviction : « Remémorez-vous donc, dans un esprit de complète impartialité, tous les événements de l'histoire de France, depuis Rosbach, et tous les épisodes de la grande guerre, depuis l'abandon de la Roumanie aux armées de Mackensen, jusqu'à l'odieuse paix de Brest-Litowsk ; représentez-vous pour un moment du moins tout le tragique de la situation française si, lâchée par la Russie, elle n'avait eu l'Angleterre et l'Amérique à ses côtés ; faites le bilan des bons et mauvais côtés de l'alliance franco-russe ; demandez à l'épargne française, que votre enthousiasme aveuglé par la grande Russie a poussée vers la ruine ; voyez enfin clairement dans toutes les trames, qui unissent depuis des siècles Moscou à Berlin et qui font de la Moscovie une succursale prussienne ; comprenez donc que depuis le crime de Catherine II, perpétré sur le corps de la Pologne avec son complice Frédéric II, tous les politiciens et historiens moscovites finissent toujours par tourner un regard attendri vers la patrie du philosophe « Sans-Souci » et seront toujours fatalement en admiration devant cette Prusse, à laquelle ils doivent leur entrée triomphale en plein centre européen et l'apogée de leur hégémonie en Europe.

Il n'y a rien à dire, il faut absolument convenir qu'il est tout à fait néfaste et au plus haut point dangereux d'entretenir en France des illusions sur la Russie, puisque même le gouvernement Kerensky, qui le seul, pendant quelques mois, était sincèrement francophile, était toujours contre la Pologne — il n'a jamais voulu permettre la formation d'une armée polonaise en Russie — et l'inimitié d'un gouvernement moscovite envers la Pologne équivalait toujours à l'adhésion de ce gouvernement aux principes de la politique prussienne, donc à une hostilité sourde ou démonstrative contre la France.

On pourrait fournir à tout Français, désireux de se guider sûrement dans le labyrinthe des affaires russes, ce fil d'Ariane infaillible et qui ne les trompera jamais : pour qu'un politicien, un historien ou, en général, un gouvernement moscovite soit sincèrement ami de la France, il faut qu'il condamne formellement le crime de Catherine II et soit prêt à le réparer. Et pour que cette contrition soit sincère, l'abdication de la politique prussienne un fait accompli et le crime de Catherine II effacé, il faut qu'à Moscou règne un gouvernement qui ne contre-carre d'aucune façon la sphère d'influence que la Pologne possédait avant les partages, c'est-à-dire jusqu'à la frontière Dniepr-Riga.

En attendant, lorsque notre chef d'Etat, le maréchal Pilsudski, donnant à la Pologne son rôle d'avant les partages, voulut installer à Kiew, comme il venait de le faire en Lettonie, un gouvernement autochtone, les organes russophiles de la presse parisienne clamèrent aux quatre coins de l'univers que Pilsudski veut démembrer la Russie et se proclamer... empereur. Il n'y eut que le ministre de la guerre actuel, M. Barthou, qui fut beaucoup plus clairvoyant en disant que les Alliés auraient dû, au

contraire, profiter de l'occasion qui se présentait, se grouper autour de notre maréchal, installer un gouvernement démocratique ukrainien à Kiew et dire aux bolcheviks, comme disaient aux boches les poilus de Verdun : « Vous ne passerez pas ! » Aujourd'hui le bolchevisme aurait déjà vécu.

Mais malheureusement l'un des côtés les plus faibles des gouvernements démocratiques et parlementaires est l'impossibilité d'agir vite. Sans doute, il y a le proverbe italien qui dit : « Qui va piano, va sano » — mais il y a cependant, dans la vie des peuples, des circonstances dans lesquelles une prompté décision, exécutée avec une foudroyante énergie, peut saisir au vol une occasion unique, qui ne se présentera plus jamais. Or, dans toutes les constitutions des Républiques modernes, existe cette lacune d'une exécutive trop lente. Jamais elle ne se fit si douloureusement sentir que durant la grande guerre, au cours de laquelle toutes les décisions graves étaient prises deux ou trois mois trop tard. Cela n'a pas empêché sans doute les Alliés de vaincre, mais que de vies humaines auraient été épargnées, si les décisions n'avaient pas été si longues à venir. La nation qui, la première, trouverait le moyen de concilier dans sa constitution les prérogatives démocratiques d'une large consultation nationale, avec, au besoin, des décisions promptes et rapides, tiendrait en main un atout très fort dans le jeu des combinaisons diplomatiques entre nations.

Pour en revenir à la question du démembrement de la Russie, qui inquiète tant quelques journalistes parisiens, qu'ils se tranquillisent, car, personne au monde ne songe à démembrer la Russie, c'est-à-dire lui prendre, pour en profiter soi-même, une partie quelconque de son territoire. Il y a seulement les partisans de la libre disposition des peuples qui deviennent légion et qui veulent que toutes les nations asservies par la force et l'injustice des tsars à leur joug si pesant recouvrent enfin leur pleine liberté, quitte ensuite, si le cœur leur en dit et si Moscou le mérite, à se fédérer avec elle dans une union libre de nations indépendantes. Mais une telle conception politique n'a rien à voir avec le démembrement d'un pays et est au contraire le désir de faire partout triompher le droit et l'immanente justice, base essentielle de la paix universelle.

C. DE IZYCKI.

## BULLETIN

(Express Télégraphe de l'Est.)

12, rue du Helder.

### Vers la démobilisation générale.

Le ministère de la guerre a ordonné de mettre en congé illimité une nouvelle série de mobilisés.

### Démission du ministre des Finances.

La presse annonce que M. Steczkowski, ministre des finances, a adressé au président du Conseil des ministres sa lettre de démission. La question de cette démission sera discutée lors du retour de M. Witos, président du Conseil, qui se trouve actuellement en Galicie occidentale.

### Pour le rattachement de Wilno à la Pologne.

A l'occasion du retour du général Zeligowski à Wilno, une grande manifestation a eu lieu pour demander le rattachement de la région de Wilno à la Pologne et pour protester contre la demande de la Société des Nations concernant la révocation de Zeligowski. Les manifestants, avec des bannières, ont parcouru, en cortège, les rues de la ville.

### La Pologne interdite aux Habsbourg.

Les cercles parlementaires émettent l'opinion que la Diète devrait interdire aux Habsbourg de séjourner en Pologne.

Cette interdiction vise particulièrement l'archiduc Charles-Etienne, propriétaire d'un grand fidéi-commis à Zywiec (Saybusch), dans le district de Wadowitz (Galicie) et avec lui toute sa famille.

### Le plébiscite dans le district de Bytom

Le résultat officiel du plébiscite dans le district de Bytom donne à la Pologne 62.965 voix et 43.646 à l'Allemagne. Seize communes se sont déclarées en faveur de la Pologne et cinq pour l'Allemagne ; trois terrains seigneuriaux ont donné leurs voix à la Pologne et un à l'Allemagne.

### La propagande allemande en Haute-Silésie.

Les Allemands se livrent en ce moment à une énergique propagande, qui s'étend jusqu'à la population polonaise, en faveur de l'indépendance de la Haute-Silésie. Ils cherchent à démontrer que si cette province obtient son indépendance, elle est assurée, dans l'avenir, d'une richesse et d'une prospérité certaines.

Mais cette propagande est faite en pure perte, car la population polonaise reste indifférente à ces belles promesses.

D'autre part, les journaux allemands continuent à protester contre le partage de la Haute-Silésie et s'efforcent à prouver que, selon le Traité de Versailles, la Haute-Silésie est indivisible. Comme argument suprême, ces journaux font valoir que si la Haute-Silésie pouvait être partagée, elle serait divisée en zones plébiscitaires, comme l'a été le Sleswig.

## ECHOS ÉCONOMIQUES

### Une étude de l'organisation du travail.

Pendant les fêtes de Pâques, M. Milhaut, membre du Bureau International du Travail à Genève, est arrivé à Varsovie pour étudier les conditions du marché du travail. M. Milhaut a déjà eu des entretiens avec les membres du parti socialiste polonais.

### La Diète polonaise.

Les vacances de la Diète seront de courte durée et l'on envisage sa convocation pour le 15 avril. Elle devra tout d'abord ratifier le traité de Riga ainsi que les traités commerciaux conclus avec la France et la Roumanie. Avant de se séparer pour les vacances d'été, la Diète, suivant les termes de la Constitution récemment votée, élaborera les instructions relatives aux élections de la nouvelle Diète.

### Le chemin de fer entre la Pologne et la Lettonie.

Les gouvernements polonais et letton ont conclu un accord concernant la communication directe par voie ferrée entre Riga et Varsovie, via Wilno. Les premiers trains commenceront à circuler prochainement.

### Un accord commercial polono-anglais.

On envisage dans les sphères gouvernementales la possibilité de la conclusion prochaine d'un accord commercial polono-anglais.

## ANTIQUITÉS CLASSIQUES

MARBRES, BRONZES

GRECS & ROMAINS

DARKIEWICZ

12, RUE DE LA VICTOIRE, PARIS

# MEMENTO

## Jaskółki pokoju.

Z nadejściem wiosny nadleciały i pierwsze jaskółki pokoju; demobilizacja i demilitaryzacja Polski.

Minister wojny, Sosnkowski, wydał w ostatnich dniach szereg rozporządzeń pierwszorzędnej doniosłości.

Szeregowcy roczników 1898, 97, 96 i starszych, którzy są właścicielami czy kierownikami małych gospodarstw rolnych, mają być zwolnieni. Przed 1-majem wojskowość ma zwrócić kilkadziesiąt tysięcy zarekwirowanych koni. Obydwa rozporządzenia odbijają się pomyślnie na rolnictwie polskiem, które tak bardzo pomocy potrzebuje.

Cały szereg szkół wojskowych, istniejących w Warszawie, zostanie przeniesionych poza obręb miasta, a to znowu opróżni wiele lokali i choć w części zaradzi kryzysowi mieszkaniowemu, który jest jedną z klęsk naszej stolicy.

Od 1-szego kwietnia zniesiono wojskową kontrolę pocztową, telegraficzną i telefoniczną. Ta kontrola, nieodczyna dla bezpieczeństwa państwa w czasach wyjątkowych, w czasach normalnych jest wysoce szkodliwą zaporą na tysiącach polach.

Sprawa obsadzenia i strzeżenia granic: północnej, zachodniej i południowej przejdzie od ministerstwa wojny od ministerstwa skarbu, jak to wszędzie się dzieje w czasach normalnych. Na razie ministerstwo skarbu nie rozporządza odpowiednią ilością potrzebnego personelu, zaczęło ministerstwo wojny odstąpić mu pewną ilość żołnierzy, którzy otrzymają specjalne odznaki.

Ministerstwo wojny zdemobilizuje oddziały pionierskie drogowe i mostowe i odda je do rozporządzenia ministerstwu robót publicznych.

Nastąpi w najbliższym czasie likwidacja misji wojskowych zakupów w Rzymie i w Wiedniu, a zmniejszenie do minimum misji w Paryżu. To znowu będzie ulgą dla skarbu polskiego, bo te misje były rzeczą kosztowną.

Nastąpi demilitaryzacja przemysłu wojennego, a więc wszelkich fabryk, warsztatów i magazynów, które albo były zorganizowane przez wojsko, albo pozostawały w zarządzie wojskowym.

W końcu ma nastąpić demobilizacja jednej trzeciej oficerów, co znów wzmocni mocno przedzione szeregi inteligencji polskiej.

Tak więc pomału Polska zaczyna wchodzić na drogę normalnego życia obywatelskiego. Szable, przekute w lemiesz, przemieniają się z powrotem na pługi i radła. Żołnierz po siedmioletnich bojach wraca do pracy «cywilnej». Niejednokrotnie zwracaliśmy na tem miejscu uwagę na znany zresztą fakt, że o ile w sprawach wojennych historia nasza obfituje w mnóstwo «plusów», o tyle nasze czasy pokoju niemało mają na swym rachunku «minusów». Aż do zdumienia powtarzali nam swoi i obcy ów, jakoby specjalnie polski, rys charakteru o «słomianym» zapale, którego wystarczy na bohaterką szarżę, wystarczającą do tytułu nieśmiertelnej sławy, ale który niknie w zwojonej, szarej pracy codziennych trudów i obowiązków. Powtarzano nam to tak często, że aż uczyniliśmy sobie z tego poniekąd przedmiot naszej dumy narodowej.

Demobilizacja nie oznacza bynajmniej, że żołnierz zwolniony jest raz na zawsze od powinności wojskowej. Zdemilitaryzujemy nasz charakter narodowy z owego zadawalniania się sławą wojenną i chowania całej energii na bohaterkie szarże. Nie wyrzekajmy się ani tradycji wojennych, ani animuszu wojskowego, bo jeszcze zapewne wieki całe miną, zanim bagnet i szabla przejdą do zabytków muzealnych. Owszem kształćmy się w rzemiośle wojennem, tylko zastójmy w czasie pokoju do pracy «cywilnej» te same zasady wojskowe karności, poczucia obowiązku i odpowiedzialności, i pamiętajmy, że dezercja w życiu cywilnym przed obowiązkiem i odpowiedzialnością obywatelską, jest taką samą zbrodnią, jak dezercja na polu bitwy w obliczu wroga.

Etyka chrześcijańska potępia nie tylko czyny złe, ale i powstrzymanie się od uczynków dobrych.

Owe jaskółki pokoju, jakimi są zarządzenia ministerstwa wojny, niech będą zarazem jaskółkami nowego typu Polaka. Bywaliśmy nieraz bohaterami — żołnierzami, stałmy się wreszcie bohaterami — obywatelami.

K. MIR.

## OD REDAKCJI

Wychodząc z założenia, że jest obowiązkiem każdego Polaka znać gruntownie zasadnicze ustawy swego państwa, rozpoczynamy druk Konstytucji Polskiej, uchwalonej d. 17-go marca r. b. w Warszawie przez Sejm ustawodawczy.

U S T A W A

z dnia 17-go marca 1921 r.

## Konstytucja Rzeczypospolitej Polskiej

W Imię Boga Wszchemogącego!

My, Naród Polski, dziękując Opatrzności za wyzwolenie nas z półtorawiekowej niewoli, wspominając z wdzięcznością męstwo i wytrwałość ofiarnej walki pokoleń, które najlepsze wysiłki swoje sprawie niepodległości bez przerwy poświęcały, nawiązując do świetnej tradycji wiekopomnej Konstytucji 3-go Maja — dobro całej, zjednoczonej i niepodległej Matki-Ojczyzny mając na oku, a pragnąc Jej być niepodległą, potęgę i bezpieczeństwo oraz ład społeczny utwierdzić na wieki w zasadach prawa i wolności, pragnąc zarazem zapewnić rozwój wszystkich Jej sił moralnych i materialnych dla dobra całej, odradzającej się ludzkości, wszystkim obywatelom Rzeczypospolitej równość, a pracy poszanowanie, należne prawa i szczególną opiekę Państwa zabezpieczyć — tę oto Ustawę Konstytucyjną na Sejmie Ustawodawczym Rzeczypospolitej Polskiej uchwalamy i stanowimy.

## ROZDZIAŁ I.

### Rzeczpospolita

Artykuł 1.

Państwo Polskie jest Rzeczpospolitą.

Artykuł 2.

Władza zwierzchnia w Rzeczypospolitej Polskiej należy do Narodu. Organami Narodu w zakresie ustawodawstwa są Sejm i Senat, w zakresie władzy wykonawczej — Prezydent Rzeczypospolitej łącznie z odpowiedzialnymi ministrami, w zakresie wymiaru sprawiedliwości — niezawisłe Sady.

## ROZDZIAŁ II.

### Władza Ustawodawcza

Artykuł 3.

Zakres ustawodawstwa państwowego obejmuje stanowienie wszelkich praw publicznych i prywatnych i sposobu ich wykonania.

Niema ustawy bez zgody Sejmu, wyrażonej w sposób regulaminowo ustalony.

Ustawa uchwalona przez Sejm, zyskuje moc obowiązującą w czasie, przez nią samą określonym.

Rzeczpospolita Polska, opierając swój ustrój na zasadzie szerokiego samorządu terytorjalnego, przekazuje przedstawicielstwu tego samorządu właściwy zakres ustawodawstwa, zwłaszcza z dziedziny administracji, kultury i gospodarstwa, który zostanie bliżej określony ustawami państwowymi.

Rozporządzenia władzy, z których wynikają prawa lub obowiązki obywateli, mają moc obowiązującą tylko wtedy, gdy zostały wydane z upoważnienia ustawy i z powołaniem się na nią.

Artykuł 4.

Ustawa państwowa ustala corocznie budżet Państwa na rok następny.

Artykuł 5.

Ustalanie stanu liczebnego wojska i zezwalanie na coroczny pobór rekruta może nastąpić jedynie w drodze ustawodawczej.

Artykuł 6.

Zaciągnięcie pożyczki państwowej, zbycie, zamiana i obciążenie nieruchomości państwowego, nałożenie podatków, opłat publicznych, ustanowienie cel i monopolów, ustalenie systemu monetarnego jakoteż przyjęcie gwarancji finansowej przez Państwo — może nastąpić tylko na mocy ustawy.

Artykuł 7.

Rząd przedstawi corocznie zamknięcie rachunków państwowych do parlamentarnego zatwierdzenia.

Artykuł 8.

Sposób wykonania parlamentarnej kontroli nad długami Państwa określi oddzielna ustawa.

Artykuł 9.

Do kontroli całej administracji państwowej pod względem finansowym, badania zamknięć rachunków Państwa, przedkładania corocznie Sejmowi wniosku o udzieleniu lub odmówieniu Rządowi absolutorjum — jest powołana Najwyższa Izba Kontroli, oparta na zasadzie kolegialności i niezależności sędziowskiej członków jej kolegium, usuwalnych tylko uchwałą Sejmu, większością 3/5 głosujących. Organizację Najwyższej Izby Kontroli i sposób jej działania określi szczegółowo osobna ustawa.

Prezes Najwyższej Izby Kontroli zajmuje stanowisko równorzędne ministrowi, nie wchodzi jednak w skład Rady Ministrów, a jest za sprawowanie swego urzędu i za podległych mu urzędników odpowiedzialny bezpośrednio przed Sejmem.

Artykuł 10.

Prawo inicjatywy ustawodawczej przysługuje Rządowi i Sejmowi. Wnioski i projekty ustaw, pociągające za sobą wydatki ze Skarbu Państwa, muszą podawać sposób ich zużycia i pokrycia.

Artykuł 11.

Sejm składa się z posłów, wybranych na lat pięć, licząc od dnia otwarcia Sejmu, w głosowaniu powszechnem, tajnem, bezpośrednim, równem i stosunkowem.

(c. d. n.)

## NA GÓRNYM ŚLĄSKU

### Cudy w dziedzinie emigrantów.

Znany geograf polski, prof. Romer, wykazał, że z powiatu Kluczborskiego na G. Śląsku wyemigrowało w ostatnich latach 13.300 ludzi, a powróciło na plebiscyt 14.924.

Bijące w oczy szachrajstwo niemieckie tłumaczy prof. Romer tem, że na powiat Kluczborski mieli Niemcy zwrócić uwagę przedewszystkiem. Idzie bowiem przezeń ważna kolej z Poznania. Zawsze mówiło się, że Polska musi dostać ten powiat, chociaż nie będzie miała w nim większości. Niemcom zależało na tem, by tu skupić jak największą ilość głosów i uzyskać taką przewagę, by wogóle nie można było im odbierać tego powiatu.

### Wytyczenie granic.

«Dziennik Poznański» podaje bardzo słuszne uwagi, a propos wytyczenia granic:

Traktat wersalski mówi wprawdzie wyraźnie, że przy ustaleniu granic ważną rolę odgrywać mają wola ludu oraz geograficzne i ekonomiczne potrzeby poszczególnych gmin, ale wiemy dobrze z doświadczenia, jaką rolę odegrały nasze komisje graniczne na Wschodzie i Zachodzie i przy regulacji granic w Gdańsku oraz nizin nad Wisłą. Na wskroś polskie wsie pozostały przy naszych wrogach, a komisje o zbyt pojednawczym usposobieniu nie umiały z dokumentować tego hartu duszy i tej nieugiętej woli, jakie konieczne są przy pertraktacjach z naszymi podstępnyimi i butnymi sąsiadami. Główna zaś wina polega w tem, że na członków owych komisji nie wybiera się fachowców, lecz rząd centralny nasyła pseudoznawców, którzy nieraz nawet geograficznego położenia odnośnych okolic granicznych nie znają i wartości ich ocenić nie mogą. W ten sposób utraciliśmy całe gminy czysto polskie.

Dlatego mieliśmy taki lichy sukces w Gdańsku, dlatego przegraliśmy sprawę cieszyńską, utracili Mińszczyznę i obszerne łany na Podolu.

**NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI**

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych skutecznie po najlepszym kursie jedynie

**BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE****FILJA W PARYŻU**

Adres telegraficzny: Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9<sup>e</sup>)

Telefon: Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 100 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUĞUTTA 8

Oddziały i Agencje: Białą podlaska, Białystok, Brześć Litewski, Drohobycz, Grajewo, Lwów, Łomża, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów oraz 4 oddziały miejskie w Warszawie. Filja w Antwerpii (Belgia).

Kasy wypłat: Poznań, Kraków, Gdańsk, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Pułtusk, Zamość, Chełm, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kielce, Kutno, Łódź, Lublin, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radom, Radomsk, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Sandomierz.

**JEDYNY POLSKI BANK WE FRANCJI**

Liczne listowne podziękowania świadczą, że tylko *Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie* potrafił dotąd przesyłać pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 6-10 dniach. **BANK** opłaca procentownie najkorzystniejszą oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich. Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować: *Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9<sup>e</sup>).*

Komisarz Korfanty powinien do komisji granicznej zaproponować tylko ludzi, którzy pracowali na Śląsku, żyli się z jego potrzebami i umieliby ocenić, o ile każda droga, wioska lub gmina potrzebne są do prawidłowego życia gospodarczo - ekonomicznego odośnych okolic. Gdyby zaś w tym względzie na przeszkodzie stały gminy z mniejszością polską, to rzecz komisji będzie umieć przekonać stronę przeciwną o konieczności włączenia tej lub owej okolicy do województwa śląskiego. Toć Czechom dano blisko 4 miliony Niemców, całą porcję Słowaków i Węgrów jedynie, ażeby im dopomóc do lepszej sprawności ekonomiczno-gospodarczej. Przecież dano im nawet 200.000 Polaków, w zwartych gminach mieszkających, oraz bogate skarby karwińskie!

Komisja graniczna śląska powinna o tem pamiętać, że prócz wioski i gmin na powierzchni ziemi, całe skarby drogocenne są ukryte w głębi i że każdej jej piędzi bronić należy ze znajomością sprawy, z poświęceniem bez granic, a przedewszystkiem z nieugiętą wolą i siłą przekonania przeciwników o słuszności praw nam przynależnych.

Komisja graniczna powinna nie zapomnieć o tem, że w przeszło 50 gminach szaleć zwycięstwa przeważyli na korzyść Niemiec emigranci, którzy nie wspólnego ze Śląskiem nie mają, mieszkać na Śląsku nie będą i oddawszy głosy, śpieszno wywędrowali do swego Vaterlandu. Dalej przy obliczaniu głosów z gmin miejskich należałoby podnieść tę okoliczność, że miasta śląskie były od długich lat systematycznie niemieckie, że wszystkie urzędy były obsadzone Niemcami, a nawet stróż nocny nie otrzymał posady, jeśli nie umiał wykazać zasług wobec ojczyzny niemieckiej. Niech tylko miasta te, które tak poważną ilość oddały głosów niemieckich, przejdą pod panowanie polskie, niech tylko wszystkie posady obejmą nasi, to od razu zmieni się fizjognomja miast i od razu zatętni w nich życie polskie. Za przykład niechaj posłuży nam Bydgoszcz, która za czasów pruskich była siedliskiem hakatyzmu zażartego i główną placówką Ostmarkenvereinów, zbiorowiskiem wielkich fabryk niemieckich, towarzystw różnych i wydawnictw. A dzisiaj po dwóch latach zawrzało tam życie polskie w całej pełni, powstało mnóstwo fabryk, banków, towarzystw różnych, rozwinęło się piśmiennictwo i gazetnictwo tak, że owa niedawno temu silna twierdza hakatyzmu rozleciała się w puch. Taki sam obraz przedstawiać będą wkrótce dziś na wschód niemieckie miasta śląskie.

Wreszcie komisja graniczna powinna mieć na oku, że dzisiejsze Niemcy są tylko pokryte lekką skorupą socjalno-demokratyczną, a w głębi jej tkwią dawniejsze rządy cesarskie. Za lada sposobnością skorupa ta pęknie, a z jej otchłani wyłonią się na nowo pikethauby pruskie, butne junkry i cała czereda wiernych sług rządowych, żądnych odwetu przedewszystkiem na Polsce. To też przy ustaleniu granic względ

strategiczny powinien ważną odgrywać rolę. Jako znawców w tym względzie trzeba wziąć dzielnych, doświadczonych strategików, a przede wszystkim oprzeć się na zlanu naszych wiernych sojuszników francuskich, którzy w wojnie światowej tyle dali dowodów zdolności wojskowych i stanowczości umysłu!

**Kiedy będzie wiadomy ostateczny wynik głosowania?**

W ostatniej chwili dowiadujemy się, że klasyfikowanie oddanych głosów podczas plebiscytu idzie bardzo powoli, i że ostateczny wynik nie będzie wiadomy przed 15-ym kwietnia. Wtedy dopiero członkowie komisji międzynarodowej przystąpią do opracowania projektu nakreślenia granicy polsko-niemieckiej, który następnie przedłożą Aljantom.

**W Sprawie Sztandaru «Bajonczyków»**

Otrzymujemy następujące pismo:

Szanowny Panie Redaktorze.

Odnosnie do sztandaru tak zwanych «Bajonczyków» utrwała się legenda, która wymaga sprostowania. Uprzejmie więc proszę o łaskawe powolenie uczynienia w pańskim Piśmie, tego sprostowania.

Jak wiadomo, część naszych ochotników, którzy w Sierpniu 1914 r. do wojska francuskiego się zaciągnęli, odbywała ćwiczenia w Bajonnie. Z nich to utworzona została kompania tak zwana «Bajonczyków», której, gdy szła na front, wręczono sztandar z orłem białym na amarantowym polu.

Według rzeczonej legendy ten sztandar miał być wykonany i ofiarowany przez panie bajonckie. Otóż, to podanie nie jest ściśle. Rzeczywistym ofiarodawcą, który jednak przez skromność naprzód wysuwać się nie chciał, był p. Adrien Banquet, zarządzający firmą «Maison de Blanc», Ch. Berrogam, 9, rue de la Cathédrale — Bayonne. On tę myśl powziął i w tym celu potrzebny materiał własnym kosztem dostarczył. Wykonaniem zaś, bez wynagrodzenia, zajęły się, pracujące w tym zakładzie jako hafciarki, panny Veronique i Gracy Busson.

Ten gest, dowodzący ze strony osób które go dokonały uczucia przyjaźni dla naszego kraju i wdzięczności względem naszych ochotników spieszących bronić ich ojczyzny, tem więcej zasługuje na uwagę, że był zgoła bezinteresowny, wolny nawet od jakiegokolwiek myśli oportunistycznej. Spełnionym został w chwili, gdy wszechwładna Rosja szła z sukcesu w sukces.

Wobec konkretnych danych znaczących tryumfu tego, o goliatowych rozmiarach, sojusznika, jakiego mogło być, po ludzku biorąc, dla przeciętnego Francuza, zaważenie na szali przeznaczeń duchem tylko żyjącej bezcielesnej Polski, stanowiącej dlań conajwyżej ideę, sympatyczną może, ale oderwaną, a więc stosownie do ustalonych pojęć materialistycznych wszelkiej istotnej siły i wagi pozbawioną.

Fakty jednak zadały kłam tym pojęciom. Ołbrzymia, imponująca swą wielkością, imperatorska Rosja, na brutalnej sile oparta, wyższych polotów niezdolna, zachwiawszy się w podstarwie, runęła wśród ogólnej katastrofy, i ze szczytu potęgi stoczyła się w bagno. Zaś ten kawał kitajki, bajonckiego kupca, nie mający w sobie nic prócz idei, z którą został podany, skrojony i zszyty, i o wyhaftowanym tylko na nim godle niezłomnego ducha, tym duchem owiany, jego siłą niesiony, wzblił się w wyżyny rozumowi ludzkiemu niedostępne, stając się wbrew temu rozumowi i sądom jego nieomylnym, jednym z kamieni węgielnych odrodzonej Polski, która, ze duchem żyjącą, dlatego, mimo jej do grobu złożenia, była nieśmiertelna. Mamy w tem jeden dowód więcej, że duch rządzi światem, a jego odbiciem jest idea, która przechowana w tradycjach danego narodu, stanowi żywe tego narodu oblicze.

Prawdziwość przytoczonych szczegółów odnoszących się do osób, które faktycznie sztandar «Bajonczyków» wykonały i ofiarowały, poświadczycie może pani Marja z Rylskich Bellairs, żona byłego konsula angielskiego w Biarritz, która, za mojej tam bytności, te szczegóły mi zakomunikowała.

Byłem u pana Bauquet i jemu oraz jego pomocnikom, w imieniu rodaków złożyłem za ich ofiarę podziękowanie. Ale to nie wystarczy. Dlatego udaję się do Szanownej Redakcji z prośbą, by zechciała te szczegóły podać do ogólnej wiadomości, a samemu faktowi nadać odpowiedni rozgłos, w celu zainteresowania nim naszej publiczności i skłonienia jej do przedsięwzięcia kroków, dla uzyskania od kogo należy urzędowego uznania panu Bauquet i pannom Busson, za ich czyn tak sympatyczny. Zwłaszcza, że ten czyn wykazał z ich strony gorącą wiarę w przyszłość Polski wówczas, kiedy to zimny rozum niejednego z naszych, nawet wielkich polityków, w tę przyszłość zdawał się wątpić.

Sztandar «Bajonczyków», francuską ręką, w polskie dłonie dany i w tych dłoniach, kulą niemiecką kilkadziesiąt razy przeszyty, był pierwszym zadatkiem obecnego franko-polskiego przymierza, a zarazem jest figurą alegoryczną, wskazującą na nierozdzielność polskości i francuskiej interesów, z wykazaniem źródła grożących im wspólnie niebezpieczeństw.

Z poważaniem  
Jan Tarnowski

31 Marca 1921

Paryż, 6 Quai d'Orléans.

**Porady prawne.**

Administracja POLONII udziela odpowiedzi na wszelkie zapytania pisemne w kwestiach prawnych; dział ten prowadzi adwokat, uproszony na ten cel przez POLONIĘ.

**ROBOTNICY POLSCY WE FRANCJI****Polscy górnicy ofiarą katastrofy.**

Kolonia polska we Francji okryła się żałobą. W kopalniach węgla w Trelys, w szybie Larbousset, w departamencie Gard nastąpił d. 4 b. m. straszliwy wybuch gazów. Do wieczora wydobyto czternaście trupów. Wśród ofiar było czterech górników Polaków. Dalszych wiadomości na razie brak. Jest obawa, że prócz tych 14 zmarłych i 10 rannych inne ofiary pozostały w żyzbie.

Rodzicom i kolegom zmarłych tak tragiczną śmiercią rodaków zasła «Polonia» serdeczne wyrazy współczucia.

**Wielkanoc u robotników polskich.**

Dzięki staraniom Opieki Polskiej, a przede wszystkim Pani Hrabiny Zamoyskiej, robotnicy polscy we Francji mogli w tym roku spełnić swe obowiązki religijne — Wielkanocne.

Dwóch Księżę Polaków objędzowało północną część Francji, dwóch południową, jeden Lotaryngię i niektóre miejscowości w departamencie Aisne i Oise.

Z objazdu mego w Lotaryngji podają kilka szczegółów, które przemówią pewną pociechą i ukazą wierzącą duszę naszego robotnika-polaka.

Przedewszystkiem należy zaznaczyć, że szczególnie dobrą opinią cieszą się nasi robotnicy w okolicach Nancy i Luneville'n. Zarówno pracodawcy, jak wszyscy inni Francuzi tamtejsi, wyrażają się o nich zawsze z pochwałą.

Może pamięć Króla Stanisława Leszczyńskiego, która żyje w sercach mieszkańców Lotaryngji, odzywa się tą szczególniejszą życzliwością do Polaków.

Mimo wszystko jednak przyznać trzeba, że istotnie nasi polacy-robotnicy zasługują na wszystkie pochwały.

Zarówno pracowitością wyróżniają się, jak solidarnością i jednością we współżyciu z sobą. Jeden z pięknych rysów serca polskiego robotnika podkreślić muszę, to ich pamięć o kraju i ofiarnością z grosza zapracowanego na przeróżne cele w Polsce.

I teraz na moje ręce złożyli pewne ofiary na biedne dzieci w Polsce.

Z gorliwością i wielką pobożnością przystępowano do spowiedzi i Komunii Wielkanocnej.

Widać było na twarzach wielu tę radość religijną, że choć na obczyźnie mogą spełnić święty obowiązek.

A niektórzy Polacy nie widzieli tu polskiego Księdza już lat kilka... Są tu bowiem robotnicy, kto z przybyli jeszcze przed wojną.

Ci płakali z radości, że mogą usłyszeć słowo Boże po polsku.

Pobieżnie skreślam te kilka uwag, bo niepodobna mi wobec braku czasu podać wielu rzeczy. A bardzo wiele szczegółów z ich życia powie-dzieby należało.

Czy to nie wzruszające naprzykład. Kilku młodych robotników polskich, dowiedziawszy się, że będą spowiadać w Nancy, już w przeddzień przybyli. Nocowali na dworze, byle rano przystąpić do Sakramentów świętych i być na nabożeństwie polskiego księdza.

Jest tedy obowiązkiem naszym pamiętać o tych miejscowościach szczególnie (przedewszystkiem Maxeville près Nancy i Luneville) i pomóc im w pracy oświatowej. Pragną oni gazety polskiej, książki dobrej. Gotowi zapłacić, byle im wskazać jaką drogą i do kogo zwrócić się mogą.

Zostawiłem im adresy Opieki Polskiej i «Polonii».

Jestem pewny, że znajdą tu wszelką pomoc. Na zakończenie podkreślić muszę szczególniejszą pomoc, okazywaną mi w mojej pracy misyjnej przez JE. Ks. de la Celle, Biskupa Nancy i całego duchowieństwa diecezjalnego.

Ks. Józef Kowaliński.

**CO SIĘ DZIEJE W KRAJU****Protest Kaszubów.**

P. Marszałek Sejmu otrzymał od zebrania kaszubskiego, odbytego w Weiherowie, telegram z protestem przeciw twierdzeniu gen. Hackinga w memorjałach do Ligi Narodów, jakoby ludność Pomorza z radością powitała Niemców. Twierdzenie to telegram piętnuje jako fałsz, potwarz i prowokację i domaga się od Rządu i Sejmu, aby podjął starania o usunięcie gen. Hackinga ze stanowiska komisarza Ligi Narodów w Gdańsku.

**Posel polski w Londynie.**

Naczelnik Państwa podpisał nominację podsekretarza stanu w prezydium Rady ministrów, p. d-ra W. Wróblewskiego, na nadzwyczajnego

posła i upelnomocnionego ministra Rzeczypospolitej w Londynie.

**Rokowania polsko-litewskie.**

Rządy litewski i polski przyjęły propozycję Rady Ligi Narodów odbycia wspólnej konferencji w Brukseli celem uregulowania losu Wilna. Na podstawie decyzji Rady Ligi Narodów, wedle której mają być użyte wszelkie środki celem załatwienia zatargu polsko-litewskiego, zagrażającego pokojowi Europy środkowej, wezwał Hymans oba rządy, ażeby wysłały na 18 kwietnia do Brukseli swoich delegatów, zaopatrzonych w nieograniczone pełnomocnictwa, którzyby się porozumieli w sprawie prowizorycznego uregulowania granic na spornem terytorjum z tem, że kwestja ta będzie później definitywnie załatwiona. Jeżeli ta umowa preliminarja przyjdzie do skutku, wówczas będą natychmiast pomiędzy tymi samymi delegatami toczyć się dalsze rokowania celem usunięcia istniejących jeszcze różnic. Rada Ligi Narodów życzy sobie, aby rokowania objęły jak największą możliwą ilość kwestji celem uregulowania jeszcze nie załatwionych pomiędzy obu państwami spraw terytorjalnych, wojskowych i ekonomicznych.

**Walka z dziećmi polskimi w Gdańsku.**

Władze wolnego m. Gdańska oraz Niemcy gdańscy pozazdrościli sławy Prusakom i rozpoczęli formalną wojnę z dziećmi polskimi. Centrowcy, którzy dawniej na gruncie gdańskim zachowywali się umiarkowanie, idą teraz na czele wojującego hakatyizmu. Wyłonili oni z pośród siebie komitet niemieckich katolików gdańskich, którego zadaniem jest walka ze współwyznawcami polskimi. Kierują walką radca Ewert i rektor Kamulski.

Najpierw zamknięto przed Polakami dom św. Józefa, następnie zniesiono odprawiane raz na miesiąc polskie nieszpory w kościele św. Brygidy, potem zniesiono polską naukę religii, a wreszcie postanowiono zniszczyć polskie ochronki.

Jedna ochronka polska znajduje się w domu dr. K. bana, druga w Nowym Porcie, trzecia znajdowała się wspólnie z niemiecką w Szydlicach u Sióstr Karmelitanek. Biedne są dzieci polskie, uczęszczające do tych ochronek. Dziecko odzywające się po polsku jest bite i znieważane. Agitacja centrowców podnieca najniższe instynkta ulicy. Stosunki te doszły w Szydlicach do takiego zaognienia, że skutkiem ciągłego powtarzających się awantur, Siostry Karmelitanki zamknęły polską ochronkę. Dzieci polskie pozostały tedy bez ochronki. Kultura niemiecka święci w Gdańsku nowy tryumf.

**W. RAORT**

(z cyklu: Śmieszne Historje)

**CHLEBA NASZEGO**

Zdradzę Wam w największej tajemnicy, dlaczego przez tydzień we Lwowie chleba nie było. Woźny pewnej instytucji pozwolił mi wejrzeć w pewne urzędowe telegramy, które piekącą kwestję braku chleba zupełnie wyjaśniają, a zarazem wskazują, jak bardzo niesłusznie krytykujemy miarodajne czynniki, które przecież wszystko robią, aby ludność w chleb zaopatrzyć.

Nie jeden z Was, po przeczytaniu tych telegramów uderzy się w pierś i nareszcie dojdzie do przekonania, że brakowi chleba we Lwowie nie jest winien ani Magistrat, ani Ministerstwo aprowizacji, ani oporni producenci, tylko... poczta.

Tak jest!... Poczta i jeszcze raz poczta!...

Oto odpis tych telegramów:

Magistrat stołecznego miasta Lwowa do Ministerstwa aprowizacji w Warszawie: Lwów jest kompletnie bez zapasów mąki. Pożyczona od wojskowości mąka zjedzona. Widmo głodu u bram miasta! Prosimy o natychmiastową wysyłkę przypadającego na ten miesiąc kontyngentu mąki. Podpis.

Ministerstwo aprowizacji do Magistratu stoł. miasta Lwowa: Pożyczyć jeszcze od wojskowości. Wskazówki poczta. Podpis.

Magistrat do Aprowizacji: Wojskowość dać więcej nie chce i nie może. Od dwóch dni zastanowiony wpyiek chleba w zupełności. Widmo głodu w mieście!...

Aprowizacja do Magistratu: Donieść telegraficznie jakie zapotrzebowanie mąki. Za podstawę obliczeń wziąć ilość głów. Funkcjonariuszy gminnych nie wliczać. Podać procentowy wzrost

nowonarodzonych w tym miesiącu dzieci powyżej 6 tygodni, daty statystyczne ubytku i wzrostu ludności wedle obrządków w ostatnich dwóch latach i ilość rodzin żyjących pod wspólnym dachem. Osób stanu wolnego, poniżej lat 16 nie objąć wykazem.

Magistrat do Aprowizacji: Wykazy w załączeniu. Ludność głoduje. Pomoc bezzwłocznie konieczna.

Aprowizacja do Magistratu: W porozumieniu z Dyrekcją kolei podać wykaz stojących do dyspozycji wozów kolejowych, w celu uregulowania transportu.

Magistrat do Aprowizacji: Żądany wykaz telegraficznie wysłano.

Aprowizacja do Magistratu: Wykaz niedostateczny. Podać jakość i gatunek wozów (kryte, półkryte, odkryte, z automatycznym hamulcem, ręcznym hamulcem, bez hamulca, ogrzewane, opalane, nieopalane, pojemność w tonach, stan kół, siłę obciążenia w kilogramach etc.).

Magistrat do Aprowizacji: Dokładny wykaz będzie za tydzień gotów. Dwóch urzędników kolejowych, zajętych sporządzaniem wykazu na razie zwarzowało. W celu uniknięcia nowych nieporozumień prosimy o dokładne oznaczenie, co podpada pod pojęcie «etc.» Czekamy odwrotnej odpowiedzi co czynić.

Aprowizacja do Magistratu: W porozumieniu z Ministerstwem kolei wytacza się owym dwóm rzekomo zwarzowanym urzędnikom śledztwo dyscyplinarne. Owo «etc.» znaczy itd. Mąkę pożyczycie od instytucji dobroczynnych.

Magistrat do Aprowizacji: Instytucje dobroczynne wyczerpały zupełnie zapasy mąki. Grożą tłumne demonstracje głodowe. Zrzucamy z siebie wszelką odpowiedzialność za to, co się stać może.

Aprowizacja do Magistratu: Natychmiast przedłożyć wykaz wozów, które nam należy bezzwłocznie postawić do dyspozycji.

Magistrat do Aprowizacji: Wykaz wozów przesyłamy telegraficznie. Wozki do dyspozycji każdej chwili.

Aprowizacja do Magistratu: Odnosnie do wykazu wozów zaznacza się, że wozki z t. z. przędzy papierowej nie mogą być użyte na przewóz mąki.

Magistrat do Aprowizacji: Zakupiliśmy wystarczającą ilość dobrych wozów z przędzy kopopnej. Pośpiech konieczny. Głód w mieście.

Aprowizacja do Magistratu: Oświadczenie co do wozów przyjęto do wiadomości.

Magistrat do Aprowizacji: (po 2 dniach). Kiedy oczekiwać należy transportu?

Magistrat (znowu) do Aprowizacji (po 2 dniach): W celu uspokojenia rozgoryczonej ludności prosimy o podanie terminu, kiedy spodziewać się należy przydzielonej dla Lwowa mąki. Kiedy i gdzie wysłać wozki?

Magistrat (znowu) do Aprowizacji: Rozgoryczenie ludności wzrasta. Prosimy po raz trzeci o natychmiastowe podanie, jaka ilość mąki została dla Lwowa desygnowana.

Aprowizacja (nareszcie) do Magistratu. Dokładna i wyczerpująca odpowiedź odeszła do Lwowa telegraficznie jeszcze przed 5 dniami.

\*\*

I tu dopiero ujawnia się cała wina poczty! Telegram nadany przez Ministerstwo aprowizacji do Lwowa, w sprawie tak doniosłej i ważnej, nadszedł kompletnie spóźniony, bo dopiero po 8 dniach 15 minutach i 39 sekundach. Dzięki temu karygodnemu niedbalstwu ze strony poczty, ludność przez 8 dni nie otrzymała należnej racji chleba.

\*\*

Telegram Ministerstwa Aprowizacji wystosowany do Magistratu, opiewał: «O mące mowy być nie może, gdyż mąki wcale nie posiadamy».

## Sprawy ekono- miczne Polski

### Wielkie piece.

W roku bieżącym uruchomiono po raz pierwszy od czasu wybuchu wojny szereg pieców w b. Kongresówce. Stało się to dopiero po uzyskaniu dostatecznego zapasu koksu, który magazynowano stopniowo, żeby zabezpieczyć ciągłość pracy i konieczną niezależność od każdodzienniej dostawy paliwa. W ten sposób uruchomiono już wielki piec w Starachowicach, następnie także piec w hucie Katarzyna, wreszcie w Bliżynie i Chlewi-kach. Przemysł polski zyskuje na tem miesięcznie dodatkowo około 6.000 ton surówki.

### Polskie Koleje Państwowe.

Długość sieci polskich kolei państwowych wynosi 15 683 kilometrów. W tej liczbie znajduje się do 700 kilometrów linii szerokotorowych, które projektuje się wkrótce przerobić na normalnotorowe. Wogóle zaś polskie koleje państwowe posiadają taką samą rozpiętość toru, jak koleje w całej Europie zachodniej. Kolejowych linii dwutorowych posiadamy 6.081 klm t. i. 39 proc ogólnej długości. W zarządzie państwowym znajduje się także około 2.400 klm. kolei wąskotorowych. W drugim kwartale r. ub. czynnych było na naszych kolejach 13.064 parowozów 2681 wagonów osobowych i 63.611 wagonów towarowych.

### Przemysł cukrowniczy w b. Kongresówce i Małopolsce.

W kampanji 1920/21 roku czynnych było w Kongresówce 39 cukrowni, a w Małopolsce dwie (Przeworsk i Chodorów). Ogólny obszar plantacji buraków cukrowych wynosił 47.678 morgów nowopolskich. Wyprodukowano: cukru białego 462.843 centn. metrycznych, żółtych mączek 21.100 c m.

### Handel z Węgrami.

Zawiązana niedawno węgiersko-polska Izba handlowa przyczynia się w poważnym zakresie do zbliżenia obu narodów na gruncie ekonomicznym. Ostatnio, w zeszłym m. zakończono polsko-węgierskie rokowania, które doprowadziły do pomyslnego dla obu stron wyniku. Na razie zawarto tymczasowy sześciomiesięczny układ handlowy, który po ekspiracji ma być zastąpiony na czas dłuższy zawartym traktem. Łącznie z nawiązaniem stałych stosunków handlowych węgiersko-polskich, szereg firm technicznych na Węgrzech poszukuje w Polsce przedstawicieli dla swych wyrobów w zakresie maszyn, narzędzi rolniczych, wagonów, wagonetek i t. d.

## DZIAŁ URZĘDOWY

«Konsulat Polski w Marsylii (4 B-d des Chalets de Nice) wzywa wszystkich mężczyzn, posiadających obywatelstwo polskie, urodzonych w czasie od r. 1902 do 1885 włącznie (oficerów do r. 1879 włącznie) a przebywających w departamentach Bouches-du-Rhône, Var, Basses-Alpes, Vaucluse, Lozère, Ardèche, Gard, Hérault, Aude, Haute-Garonne, Ariège, Pyrénées-Orientales, Drôme, Hautes-Alpes, Aveyron, Tarn-et-Garonne, Lot, Corse, Tarn, Charente, Charente-Inférieure, Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Gers, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées, by celem zadośćuczynienia przepisom o rejestracji wojskowej zgłosili się bezwzględnie, najdalej zaś do dn. 8 maja 1921, osobiście lub na piśmie w Konsulacie.

Kto tego obowiązku nie dopełni, może być niezależnie od innych następstw prawnych, pozbawiony obywatelstwa polskiego.»

## SKŁADKI

Złożone na Tow. Polskiego Czerwonego Krzyża w Konsulacie Polskim. w Strasburgu od 1 Stycznia do 31 Marca 1921.

Cybulka 5,—Leibgard 7,—Kemlińska 5,—P. Charité 4,—A. Kitzmann 3.50—Rothlevy 10,—Kusnożycki 10,—Hochberg 15,—I Waleński 3.50,—M. Macarz 5,—B. Reissbern 10,—S. Bleitrach,

## Cours et leçons particulières de chant

donnés par Mlle **NELLY EYNOLS**  
de l'Opéra de Varsovie.

Méthode infallible et rapide pour la pose et  
la correction de la voix

Etude de tous les répertoires. Audition mensuelle des élèves  
**Lundi, mercredi, vendredi de 5 à 7 heures**  
2, PLACE DE LA SORBONNE.

## JEAN GASIOROWSKI

**Robes, Manteaux et Tailleurs**

*Créations de modèles*

**Maison MAILLET**

14, rue Duphot

PARIS

Téléph. Gutenberg 71-67.

## RESTAURACJA POLSKA,

12, rue de l'Université. — Obiady niedrogie.  
W niedziele Flaki, Pączki i Chrusty.

## ZAKŁAD DENTYSTYCZNY

Drów S. Mendrysa i S. Halpersona  
hirurgów-dentystów

wszelkie operacje dentystyczne bez bólu  
przyjmują: od 8 i pół do 12 i od 2 do 6  
w niedz. i święta od 9 do 12 rano  
**32, place Saint Georges (IX<sup>e</sup>)**  
Nord-Sud: Saint-Georges.

## TYGODNIK ILLUSTROWANY

sprzedaż pojedynczych numerów TYGODNIKA,  
przyjmowanie prenumeraty na TYGODNIK  
i ogłoszeń do TYGODNIKA  
w Księgarni **POLONII**,  
**3 bis, rue La Bruyère. Paris.**

55.—A. Kitzmann 5,—Feiermann 5,—Salomon Klein, architecte 200,—Claire Schüler 100,—L. Horala 5.50,—Pragier 3.50,—Werner 8.50,—J. Sliwka 26,—H. Sliwka 3.25,—Kestner 5,—B. Landau 25,—Croix Rouge d'Oberlin S. B. M. 50,—Markus 5,—E. Rosz 5,—Władysław Josz 50,—Eisenberg 1,—A. Bleitrach 16.25,—Hanber 11.25.  
Razem zebrano Frs. 658.25, które przesłano Delegates Polskiego Towarzystwa Czerwonego Krzyża na Francję, Pani hr. W. Plater-Zyberkowej w Paryżu.

## WYKAZ SKŁADEK

Złożonych na Polski Czerwony Krzyż, w miesiącu Marcu b. r. w Sekretarjacie Delegacji.

Robotnicy polscy z Oestres, St. Quentin: Kochański 7 fr. Sobota 5 fr. Paterek 3 fr. Oleś 2 fr. Parzychowski 2 fr. Czaiński 5 fr. Stępiak 2 fr. Gajzler 2 fr. Kossowski 2 fr. Pracownicy polscy z Laon: Nowak 5 fr. Siermentkowski 5 fr. Prięc 5 fr. Pogrudek 5 fr. Kuminski 5 fr. Kołodziejak 5 fr. Łokietek 5 fr. Rusin 5 fr. Dobrzyński 5 fr. Rosiak St. 5 fr. Golo 5 fr. Dutkowski 5 fr. Wieczorek 5 fr. Cichoński 5 fr. Roman, 5 fr. Beręcz 5 fr. Jackowski 5 fr. Nowosin z St. Rémy le Petit, 5 fr. Tulikowski z Varengeville 10 fr. Cochevelon 5 fr. Totbard 5 fr. Staniszewski 4 fr. Znaczniejsze datki złożyły następujące osoby: pani Desmairs 100 fr. pani Brzostowska 25 fr. p. Flinikowski 10 fr.

Zebrano za łaskawem pośrednictwem P. Antoniego Cierplikowskiego 619 fr. Zebrano za łaskawem pośrednictwem des Amis de la Pologne 270 fr. 35 c. Wszystkim z nacym ofiarodawcom składa Delegacja Czerwonego Krzyża Polskiego serdeczne podziękowanie.

Apprenez le FRANÇAIS  
et les autres LANGUES VIVANTES

## A L'ÉCOLE BERLITZ

31, boulevard des Italiens

Prospectus Q franco. sur demande

**UCZCIE się FRANCUSKIEGO  
i innych  
JĘZYKÓW NOWOŻYTNYCH  
w SZKOLE BERLITZ'A**

31, boulevard des Italiens

Prospekty Q bezpłatnie, na żądanie.

## IMPRIMERIE LEVÉ

71, rue de Rennes. — Tél.: Saxe 03-45

Wykonuje wszelkie druki polskie.  
Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe.  
Broszury. Formularze. Zaproszenia.  
Książki, etc. etc.

Na żądanie, przeprowadza sama korektę polską.

## Jedyny Zakład Kuśnierski Polski

w Paryżu

## A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

Wielki wybór futer.  
Modele pierwszorzędných domów.  
Przechowywanie i przerabianie futer.  
Ceny umiarkowane.

## CAFÉ du PARNASSE

Beau local. — Rendez-vous des Peintres et  
Sculpteurs de toute nationalité.  
Exposition permanente de tableaux.

103, boulevard du Montparnasse — Tél. Fleurus 21-34.



WODA KWIATOWA  
ZMARTWYCHWSTANIA

STÉ BROCARD & C<sup>IE</sup>  
PARIS

GROS ET DÉTAIL

8, RUE NOUVELLE (IX<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>)

## NEKROLOGJA

Ś. p. Józef Mieczysław Dołęga-Zimocki.

W sobotę ubiegłą zmarł w szpitalu Pitié weteran z r. 1863, następnie kapitan w armji Wogezów w wojnie r. 1870, literat, Józef Mieczysław Dołęga-Zimocki.

Pogrzeb odbył się w południe, we wtorek, d. 5-go. Zwiłki przewieziono do Montmorency i złożono na cmentarzu tamtejszym w grobach polskich.

ANTIQUITÉS & OBJETS D'ART  
**J. BAUER**  
 162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Ellysée 07-71  
 Kupuje i płaci drogo meble starożytne,  
 brzozy, makaty.

**CAFÉ DE LA ROTONDE** Rendez-vous  
 Artystów Ma-  
 105. boulev. du larzy, Rzeźbiarzy, Muzyków,  
**Montparnasse** Literatów Polskich i polskiej  
 Téliéph Saxe 26-82. Młodzieży uniwersyteckiej.

**POLSKIE BIURO BUREAU POLONAIS**  
 3 bis, rue Emile-Allez, Paris (17<sup>e</sup>).

Tłumaczenia, przepisywanie na maszynie, lek-  
 cje polskiego i francuskiego, lekcje zbiorowe  
 wieczorem, sporządzanie aktów prawnych, porady  
 prawne przez adwokata. **Geny przystępne.**

**"AU MONT-BLANC" HOTEL**  
 Restauracja, 2, avenue du KAWIARNIA  
 w Champigny 11 Novembre

si. Kolejowa Champigny naprzeciw dworca kolejowego,  
 dworzec Bastylji  
 Właściciel Polak, Stefan Kniat.  
 Ceny umiarkowane. Doskonała kuchnia. Ogród,  
 altany, Miescowość urocza nad Marna, jedna z  
 najpiękniejszych do wycieczek, w pobliżu Paryża.

## KRONIKA

### ◊ Wiadomości Kościelne.

W niedzielę drugą po Wielkiejnocy, dnia 10  
 kwietnia msza św. z kazaniem polskiem w  
 Assomption o 10 i pół. — W trzecią niedzielę t.j.  
 17 b. m. uroczysta msza św. z okazji 60 letniego  
 jubileuszu w kapłaństwie ks. prałata Postawki,  
 dyrektora misji Polskiej w Paryżu. Uroczystość  
 kościelna rozpocznie się w Assomption o 10 i pół  
 na którą zapraszamy wszystkich rodaków. Kaza-  
 nie okolicznościowe wygłosi ks. Helenowski,  
 znany z swojej owocnej działalności nad naszymi  
 robotnikami w zagłębiu Pas de Calais.

### ◊ Ostrzeżenia.

Konsulat Polski w Marsylii uprzejmie uprasza  
 o ostrzeżenie w « Polonji » rodaków, zwłaszcza  
 robotników przed Aleksandrem Bulewskim (lat  
 około 30, blondyn, b. wysokiego wzrostu,  
 szczupły), który w podstępny sposób okradł przy  
 zmianie pieniędzy robotnika emigranta polskie-  
 go Szambare, obarczonego liczną rodziną, tylko  
 co przybyłego z Brazylii, wykorzystując jego  
 nieznaną stosunków i języka francuskiego.

Konsulat polski w Strasburgu ostrzega przed  
 M. Gasparskim, podającym się za porucznika  
 wojsk polskich. Otrzymał on od Konsulatu w  
 Strasburgu Fr. 100 na pwrót do Polski, pomimo  
 to naciąga robotników polskich we Francji pod  
 pretekstem, że nie ma pieniędzy na powrót.

### ◊ Jubileusz 60 kapłaństwa ks. prałata Postawki.

Dnia 17 kwietnia b. r. obchodzić będzie kolo-  
 nja polska w Paryżu uroczystość diamentowych  
 godów kapłańskich ks. jubilata Postawki, od  
 r. 1903 przełożonego misji polskiej w Paryżu.

### ◊ Chór polski w Paryżu.

Lekcje śpiewu chóralnego odbywają się pod  
 dyrekcją p. A. Lubelskiego przy coraz liczniej-  
 szym udziale członków kolonii paryskiej. Próby  
 głosów i chóry co poniedziałek o g. 9 wieczorem  
 9 rue de Valois.

Przejezdnym Rodakom Administracja POLO-  
 NII udziela bezinteresownie wskazówek i infor-  
 macji we wszystkich kwestiach i sprawach ban-  
 kowych, przemysłowych, handlowych, konsu-  
 larnych. Można zgłaszać się codziennie, między-  
 godzinami 5 a 6 po południu.

**Compagnie Générale Transatlantique**  
 PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostalki

dla podróżujących Iej,  
 IIej i IIIej klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Bliższych informacji udziela Biuro

6, Rue Aubert, PARIS

## LE "JOURNAL DE POLOGNE"

Quotidien du soir paraissant en français

à VARSOVIE, 54, Nowy Swiat

Directeur :

Rédacteur en chef :

FRÉDÉRIC DELAGNEAU —: ROBERT VAUCHER

Le "JOURNAL DE POLOGNE" est le seul  
 Quotidien servant de trait d'union entre la France  
 et la Pologne. Il est le mieux renseigné sur toutes  
 les questions politiques, littéraires, économiques  
 et financières ayant trait à la Pologne et à l'Est  
 européen.

Le "JOURNAL DE POLOGNE" vient d'in-  
 stituer des services économiques donnant des ren-  
 seignements gratuits sur toutes les questions d'im-  
 portation et d'exportation, intéressant la France  
 et la Pologne, sur les Bourses de Pologne et valeurs  
 polonaises cotées aux Bourses de Paris et de Lille.

S'adresser aux Services Parisiens :

9, rue Richepance, Paris (8<sup>e</sup>)

ABONNEMENT : un an 70 fr. ; 6 mois 36 fr.

**PIERWSZORZĘDNY ZAKŁAD  
 KRAWIECKI MĘZKI**

**E. KUCHARSKI**

48, rue Richelieu, Paris

Krój wytworny. — Wykończenie staranne.

Ostatnie modele.

Ustępstwo od cen dla Rodaków.

### ◊ Otwarcie i poświęcenie Szkołki imie- nia ś. p. A. Szawklisa.

W niedzielę 3 kwietnia r. b. o godzinie 3 pop.  
 w Baraku nr. 8 Białego Krzyża, przy bulwarze  
 Lannes, około porte Dauphine, odbyła się skrom-  
 na, ale doniosła swem społecznym i patriotycz-  
 nym znaczeniem, uroczystość poświęcenia i ot-  
 warcia Szkołki dla dziatwy polskiej imienia ś. p.  
 Antoniego Szawklisa, byłego prezesa Sokoła  
 paryskiego, który kochając szczerze dziatwę  
 polską i dbając o podtrzymanie i zachowanie w  
 niej uczuć polskich i mowy ojczystej, był inicja-  
 torem i założycielem pierwszej szkołki, która  
 działała do jego śmierci, z wielkim pożytkiem,  
 ciesząc się uznaniem i sympatją rodziców i dzie-  
 ci. Szkołka została wznowiona staraniem Sokoła  
 paryskiego, a także dzięki wytrwałym zabiegom  
 wdowy ś. p. Szawklisa, pani Szawklis.

Wśród licznego grona rodaków, sprzyjających  
 dobrej sprawie, był obecny komitet pan w peł-  
 nym składzie z panią ambasadorką Zamoyską  
 na czele, komitet pan, który bierze szkołkę pod  
 swoją moralną i materialną opiekę, zapewniając  
 jej rozwój i pomyślną przyszłość. Od francu-  
 skiego ministerstwa spraw zagranicznych był  
 wydelegowany pan de Piessac.

Uroczystość rozpoczęła się przemówieniem  
 ks. Dyli, który wyjaśnił całą doniosłość wsze-  
 cpania w młodociane dusze uczuć miłości dla  
 Boga i Ojczyzny, potem poświęcił salę, w której  
 mają się odbywać wykłady i ćwiczenia. Nastę-

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

**Doktor J. MALINIAK**

b. Asystent paryskich szpitali miejskich  
 Przyjmuje 34, rue Greuze (XVI<sup>e</sup>), metro Troca-  
 dero. — Tel. Passy 20—68 codziennie prócz  
 niedziel i świąt od g. 6 do 7 w.



Wywóz - Pośrednictwo

**LECZIŃSKI & C<sup>ie</sup>**

664, San Martin | 67, rue de la Victoire

**BUENOS-AIRES PARIS**

Républ. ARGENTINE | Telefon : CENTRAL 07-74

Udziela wszelkich informacji i podej-  
 muje się wszelkich zakupów w Argentynie  
 jako to : Skór, Wełny, Mięsa mrozo-  
 nego i. t. d.

**BIENENFELD JACQUES**

**KUPUJE :** Perły, Drogie Kamienie,  
 Biżuterje okazyjne.

**PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62**

Téliéph. : CENTRAL 90-10

nie przemawiali p. profesor Z. Zaleski i prezes  
 sokoła p. W. Milkuszyca, podkreślając, że ta na  
 pozór skromna uroczystość ma jednak wielkie  
 znaczenie, bo tu przez naukę mowy ojczystej,  
 będzie zachowana polskość w młodocianych  
 duszach dziecięcych, bo tu się będą urabiali  
 dziatki na dobrych Polaków, jakich dziś tak bar-  
 dzo potrzebuje nasza ojczyzna. Chór dziewczyn-  
 nek z Zakładu Św. Kazimierza pięknie odśpie-  
 wał : « Boże, coś Polskę », « Jeszcze Polska nie  
 zginęła » i « Marsyljanke ». Działki popisywały się  
 deklamacją i śpiewami; te występy były wielo-  
 krotnie oklaskiwane przez zgromadzonych. Do-  
 brą herbatką z ciastkami zakończyła się uro-  
 czystość, pozostawiając jaknajlepsze wrażenie.  
 Winszując Kolonii Polskiej otwarcia tej szkołki,  
 zasyłamy nasze życzenia : « Szczęść Boże » do-  
 bremu dziełu.

Mamy nadzieję, że rodzice i dziatki będą się  
 garnać do Szkołki, a cała kolonja polska nie  
 odmówi jej swego poparcia.

Wszelkie informacje co do szkołki daje pani  
 Szawklis 15, rue de l'Arc de Triomphe, Paris,  
 tam się przyjmują zapisy i składki na szkołkę.

Składki na Szkołkę przyjmuje także Admini-  
 stracja « Polonii » 3, bis rue La Bruyère, Paris.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać mar-  
 kami pocztowemi 75 centimów na druk nowych  
 opasek.

LE GÉRANT : P. NEVEU